

RAPPORTEUR : Monsieur Brahim BENZERGA

OBJET : Contrat Urbain de Cohésion Sociale – Programmation 2012, demande de subventions et d'individualisation de crédits.

Mesdames, Messieurs,

Par la délibération n° 4 du Conseil Municipal du 27 mars 2007, le Contrat Urbain de Cohésion Sociale a été approuvé pour la période 2007 – 2009.

L'année 2010 a été une année transitoire durant laquelle le contrat a été évalué.

En 2011, un avenant au contrat a été signé qui couvre la période 2011-2014. Il reprend le cadre du contrat initial (objectifs et territoires d'intervention inchangés).

Cette politique concerne particulièrement les quartiers définis comme prioritaires : la Zone Urbaine Sensible d'Ozon-Les Renardières (en priorité 1), et le quartier de Châteauneuf (priorité 3), pour y développer des actions visant à réduire les écarts entre ces quartiers et le reste du territoire urbain.

Elle concourt à intervenir sur les grandes thématiques suivantes :

I L'accès à l'emploi et le développement économique,

II L'amélioration de l'habitat et la rénovation urbaine,

III. La réussite éducative et l'égalité des chances,

IV. La citoyenneté et la prévention,

V L'accès à la santé,

et, de manière transversale, à agir en matière de lutte contre les discriminations et à favoriser le lien social.

La programmation financière du CUCS pour l'année 2012 s'est faite en trois temps et se clôt avec cette troisième phase d'attribution de crédits.

* * * * *

VU l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, prévoyant la conclusion d'une convention pour l'attribution de subventions supérieures à 23 000 €, modifié par l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005 portant simplification du régime des libéralités consenties aux associations (...),

VU la loi n° 2003 – 710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

COMMUNE DE CHATELLERAULT

Délibération du conseil municipal

Du 13 décembre 2012

n° 19

page 2/2

VU la lettre circulaire ministérielle du 8 novembre 2010 relative à la prolongation des Contrats Urbains de Cohésion Sociale jusqu'au 31 décembre 2014,

VU la délibération n°23 du Conseil Municipal du 13 avril 2011 relative à la prolongation du Contrat Urbain de Cohésion Sociale pour la période de 2011 à 2014,

CONSIDERANT les objectifs définis dans le Contrat Urbain de Cohésion Sociale,

CONSIDERANT l'adéquation des projets et actions proposés par les structures répertoriées ci-dessous avec les priorités du CUCS,

Le Conseil municipal ayant délibéré décide :

- d'attribuer des subventions relevant du Contrat Urbain de Cohésion Sociale pour un montant cumulé de 19 700 euros,
- de verser aux associations et structures les subventions pour 2012, telles que présentées dans le tableau ci-dessous :

Structures	Actions	Territoire des actions	Montants accordés 2011	Subventions attribuées 2012
Maison pour Tous Châteauneuf	1 CLAS supplémentaire	Châteauneuf	/	995 €
Association Départementale pour l'Accueil et la Promotion des Gens du Voyage (ADAPGV)	Action vers la scolarisation et animation auprès du public de jeunes voyageurs	Quartiers prioritaires	10 000 €	8 209 €
ADSEA	Chantiers éducatifs de redynamisation par l'effort	Quartiers prioritaires	/	3 956 €
MJC Renardières	Chantiers loisirs	Quartiers prioritaires	/	1 540 €
	Projet en direction des 11-14 ans	Quartiers prioritaires	/	3 500 €
SI T en mouvement	Noël ensemble	Quartiers prioritaires	/	1 500 €
TOTAL				19 700 €

- d'autoriser le maire, ou son représentant, à signer les pièces relatives à cet objet.

La dépense sera imputée sur le compte budgétaire 824 / 6574 / 4500.

UNANIMITE

Certifiée exécutoire
Par le maire de la commune de Châtellerault
Transmis à la sous-préfecture, le 19/12/2012 n° 8628
Publié au siège de la mairie, le 19/12/2012

Pour ampliation,
Pour le maire et par délégation,
La directrice générale adjointe
Emmanuelle ADAM